

Sommaire

**Purification ethnique dans les Balkans,
purification éthique en Europe**

Gérard Morlier, page 2

**Contre l'intervention de l'OTAN! Contre
Milosevic, Solidarité avec les Kosovars!**

David Bodet et Vincent Huet, pages 3 et 4.

Kosovo, l'heure d'un premier bilan

Bernard Fischer, pages 5 et 7.

Le ferment d'autres guerres

par Amaury Couderc, page 7.

**Ami, entends-tu le vol noir des SKUD Yankee
sur nos têtes?**

par Robert Duguet, page 7 et 8

RAG, bientôt sur le WEB, page 8

RASSEMBLER

À

GAUCHE

BULLETIN DE LIAISON POUR
"RASSEMBLER A GAUCHE"

Dispensé de timbrage

R.A.G

LE CLOS BOISSY\ST-YON 91790

CPPAP 11077 - ROUTAGE 206



Mr Robert Duguet
10 bis rue des Mardelles
94440 Villecresnes

Comité de Rédaction

David Bodet, militant LCR

Cyrille-Robert Broux, militant des Verts

Anne-Marie Cartolaro, militante Ras l'front

Amaury Couderc, militant socialiste progressiste

Françoise Deson

Jean Deson, militant des Verts

Michelle Dospital, militante associative

Robert Duguet, militant socialiste progressiste

Emile Fabrol, militant PCF (gauche communiste)

Bernard Fischer, militant associatif

Michel Galin, militant syndical

Gérard Grandamme

Serge Guichard, militant du PCF

Vincent Huet, militant de la LCR

Roland Mérieux, militant Alternatif

Gérard Morlier, militant associatif

Philippe Nekkrouf, militant socialiste progressiste

Jean Sanchez, militant AREV

N° 102 mai 1999

7è année de parution

Commission paritaire des
Publications et Agences de Presse numéro 11077

Directeur de publication : Jacques Adrien
militant socialiste progressiste

RAG : Amaury Couderc,
le Clos, Boissy-Sous-Saint-Yon 91790
tel.: 01.64.91.32.75

Imprimé par nos soins

Purification ethnique dans les Balkans - Purification éthique en Europe

par Gérard MORLIER.

A l'heure où j'écris ces lignes, il est bien difficile de dire qu'elle sera la conclusion politique du conflit en ex-Yougoslavie.

Sur le plan militaire, il ne fait de doute pour personne que les forces de l'OTAN vont remporter une victoire historique contre l'ennemi serbe, même s'il faut y mettre plusieurs mois. 1000 avions, des milliers de bombes et de missiles, les "meilleurs stratèges militaires" sont mobilisés contre un pays européen en pleine récession économique.

La décision de l'OTAN de faire la guerre en Serbie et au Kosovo a été prise après que Milosevic a refusé de signer les accords de Rambouillet.

Les premières frappes sur Belgrade ont laissé l'opinion publique française en état de choc et plutôt inquiète sur les conséquences qu'elles pourraient avoir pour leur propre sécurité. La mauvaise préparation de cette opinion publique à l'entrée en Guerre de la France a été analysée par le chef de l'état et le Premier ministre et très rapidement corrigée. De l'information ils sont passés à la propagande de guerre en utilisant les moyens du show médiatique. L'efficacité de cette propagande est indéniable. 3 français sur 4 sont favorables à la guerre et une majorité souhaiterait une intervention terrestre.

Milosevic est diabolisé jusqu'à la caricature, les Serbes sont d'affreux et méchants individus et les bons américains soutenus par leurs alliés français, allemands, anglais espagnols mais aussi turques vont en croisade pour qu'ils respectent les droits de l'homme.

A l'heure de la mondialisation et de la suprématie économique, politique et militaire des USA, l'ordre de la civilisation planétaire prescrite par cette idéologie doit être respecté sous peine de prendre la raclée.

Milosevic ne mérite pas ma considération. C'est un personnage qui étouffe la voix de ceux qui veulent se faire entendre, qui développe des thèses xénophobes et pratique de façon systématique l'épuration ethnique.

Mais, lorsque les dirigeants des puissances de l'OTAN se présentent en donneurs de leçon sur les droits de l'homme je m'insurge.

Militant depuis de nombreuses années pour défendre le droit d'asile en France j'ai rencontré plusieurs personnes persécutées dans leur pays et déboutés du droit d'asile.

60 000 personnes qui avaient le tort d'être noirs ont été expulsées de leur pays, la Mauritanie et vivent depuis 1990 dans des camps de réfugiés au Sénégal et au Mali. Les gouvernements de gauche et de droite ont refusé d'accorder l'asile à ceux qui l'ont demandé et entretiennent d'excellents rapports avec le pouvoir mauritanien. Les Kurdes de Turquie qui ont vu leurs villages rasés n'ont pas la considération qu'ils méritent des pays d'Europe.

Aux USA même, les droits des plus pauvres sont bafoués et les prisons prolifèrent.

Au risque d'être considéré comme pro-serbe, je veux pourtant dire ici ma solidarité et mon amitié au peuple Serbe qui est aujourd'hui mis au ban de l'humanité. Je me sens aussi proche de ces femmes et de ses enfants qui subissent l'écrasement de leur pays par les bombardements que de ses familles Albanaises qui fuient le Kosovo et les atrocités de la guerre.

Les exactions commises par les fanatiques de tous bords sont insupportables et il faut mettre en œuvre des procédures pour que leurs auteurs rendent des comptes.

De nombreuses personnalités politiques, candidates ou non aux élections européennes de gauche et de droite osent affirmer qu'en faisant la guerre à un pays d'Europe, les pays de l'OTAN n'auraient pas d'autres motivations que de défendre les droits de l'homme en Europe.

Ce positionnement des candidats aux européennes sur le rôle de l'OTAN et plus généralement sur la nécessité de faire la guerre pour régler des problèmes internes aux états m'impose une remise en question de mes propres choix d'électeurs.

Les socialistes font corps avec le gouvernement et le chef d'état français derrière l'idéologie des Etats-Unis, les verts réclament que l'OTAN aille plus loin dans les frappes et envoie des forces terrestres, le PCF désapprouve l'intervention de l'OTAN mais demande à ses ministres de rester au gouvernement pour continuer la politique actuelle et des candidats en position d'éligibilités soutiennent ouvertement les frappes, Lutte Ouvrière et la Ligue Communiste renvoient dos à dos Milosevic et l'OTAN.

La purification éthique en marche en Europe, consiste à dénoncer comme "munichois" ceux qui refusent la guerre.

Les enjeux de cette guerre sont davantage une redistribution des rapports de force en Europe entre

le cadre du nouvel ordre mondial, que la défense de valeurs humanitaires. L'humanitaire géré par les militaires de l'OTAN en Albanie ne peut que faire craindre pour le droit à la souveraineté des peuples de cette région.

Contre l'intervention de l'Otan ! Contre Milosevic Solidarité avec les kosovars !

par David BODET et Vincent HUET, militants LCR.

C'était il n'y a pas si longtemps. Grâce à Maastricht, les libéraux nous promettaient une Europe de l'emploi et de la paix. On sait ce qu'il en est pour l'emploi : plus de 18 millions de chômeurs pour la Communauté européenne auxquels il faut ajouter les millions de salariés ayant un statut précaire. Et pour la première fois depuis 1945, la guerre est de nouveau présente sur le continent européen. L'Europe financière, l'Europe du grand marché ne nous aura donc pas évité les deux fléaux. L'intervention militaire de l'Otan contre la Serbie augure mal de l'avenir.

Est-il possible pour la gauche radicale de convaincre la population que cette guerre ne réglera aucun problème et qu'il faut s'y opposer résolument ? Oui, sous trois conditions : condamner sans hésitation le régime de Slobodan Milosevic, exiger l'arrêt de la guerre menée par l'Otan contre la Serbie, défendre le droit des kosovars à déterminer librement leur avenir et développer la solidarité avec les réfugiés chassés par les troupes et milices paramilitaires serbes. Dans la situation actuelle, tenir ces trois

revendications ensemble tient de la gageure !

La politique nationaliste menée par le gouvernement de Milosevic a précipité l'éclatement complet de la Yougoslavie et se résume en une équation simple : « un Etat = une nationalité » qui exclut toute possibilité d'un Etat multinational. Milosevic a réveillé ou utilisé à son profit des sentiments nationalistes grands serbes. C'était une excellente manière pour sauver les intérêts d'une bureaucratie serbe menacée par la crise économique qui a frappé la Yougoslave durant les années 80. Les différentes bureaucraties à la tête des Républiques qui composaient la Yougoslavie de Tito ont cherché une voie de salut individuelle à la crise espérant intégrer la Communauté européenne en déclarant leur indépendance. C'était notamment le cas pour les Républiques les plus riches refusant de payer pour les plus pauvres comme la Slovénie que l'Allemagne s'est empressée de reconnaître. On a alors assisté à une lutte sans merci entre la Serbie et le reste de l'ex-Yougoslavie, lutte menée à coup de purifications ethniques et de guerres en Bosnie,

en Croatie et au Kosovo.

Pour contrer cette politique, il aurait fallu un autre projet, centré sur une refondation démocratique de toute la Yougoslavie, où tous les peuples auraient trouvé leur place avec une redistribution des richesses au profit des Républiques les plus pauvres tel le Kosovo. Ces forces ont existé et existent encore mais de manière marginale pour le moment. C'est le drame de la gauche radicale et internationaliste depuis deux décennies : il n'y a pas encore de projet alternatif de gauche crédible auprès de la population défendu par des forces que nous pourrions soutenir. D'où l'aspect apparemment abstrait de nos propositions pour répondre à la crise. Pourtant la seule politique juste et raisonnable pour changer la donne dans les Balkans passe par un soutien massif aux forces de la gauche démocratique et antinationaliste serbe. Or, les pays occidentaux ont préféré subventionner massivement le parti d'opposition ultra nationaliste serbe de Vuc Draskovic... qui est aujourd'hui vice-Premier ministre de Milosevic ! Ce cynisme prouve à quel point, il ne faut rien attendre de l'intervention de l'Otan.

Cette intervention, outre qu'elle tue des Serbes dont on sait qu'une partie a souvent été opposée à la politique de Milosevic, a pour conséquence de créer

« *l'union sacrée* » autour de lui. L'Otan a perdu son « *pari* ». La population bombardée ne s'est pas retournée contre son gouvernement mais contre ceux qui lâchent les bombes. Comment s'en étonner ? Avec pour conséquence immédiate, la fragilisation et la paralysie de tous ceux et celles qui luttèrent en Serbie contre leur propre nationalisme. Il faut le répéter inlassablement, l'Otan ne cherche nullement à aider les Kosovars ou à permettre aux serbes de démocratiser leur régime. Il s'agit avant tout de stabiliser une région qui gêne la construction du grand marché européen, il s'agit aussi d'une lutte inavouable au grand public entre américains et européens pour savoir lesquels contrôleront le « désordre mondial » et au profit de qui. En ce sens, on redécouvre une politique impérialiste de l'après guerre froide qui ne s'arrêtera pas là. L'Otan prétend également combattre une partition « *ethnique* » des Balkans. Mais les bombardements, loin de créer les conditions d'un dialogue entre les peuples, entraînent une haine absolue et irréversible entre eux avec pour résultat final une possible partition ethnique du Kosovo comme ce fut le cas en Bosnie. Cette partition entraînera d'autres en Macédoine, au Monténégro, en Albanie où vivent encore ensemble les communautés. Cynisme, mépris et incompétence, voilà l'attitude réelle des pays de l'Otan engagés dans cette guerre.

Dans le même temps, comment éviter la purification ethnique, les massacres et l'exil forcé des kosovars ? Milosevic est le premier responsable de cette politique, il faut le réaffirmer. Mais comment croire que l'Otan n'avait pas prévu que ses bombardements entraîneraient une application immédiate de cette purification ethnique à grande échelle ? En retirant les

observateurs de l'OSCE du Kosovo avant les frappes, en ne prévoyant aucune structure d'accueil pour les populations albanaises, en laissant des pays limitrophes déjà fragiles gérer seuls un afflux massif de réfugiés, l'Otan a fait montre de son peu d'intérêt pour les peuples de la région. Le pire a été la position du gouvernement français qui a refusé d'accueillir les kosovars sous prétexte que se serait accepter l'idée de leur non-retour et d'une victoire politique de Milosevic. Quel aveu sur l'efficacité de la guerre engagée ! Quel égoïsme par rapport aux albanais que cette intervention est censée soutenir !

La gauche radicale, comme l'ont fait Arlette Laguiller et Alain Krivine, doit être capable d'exiger en même temps du gouvernement qu'il interrompe sa participation aux bombardements et qu'il organise l'accueil des réfugiés. A plus long terme, la seule garantie de retour pour les kosovars passe par une solution politique que nous défendons : refus de toute intervention terrestre qui serait une boucherie, arrêt immédiat des bombardements, reconnaissance du droit à l'autodétermination des kosovars qui implique leur droit à l'autodéfense, installation d'une force d'interposition sous l'égide de l'ONU uniquement après accord politique pour protéger l'ensemble des populations, conférence balkanique qui réunirait tous les pays et peuples de la région pour trouver une solution commune et permette à tous de vivre ensemble et de choisir un avenir commun respectueux de toutes les minorités. Il y a plus de cent ans, Renan a écrit ces mots :

« Ce qui constitue une nation, ce n'est pas de parler la même langue ou d'appartenir au même groupe ethnographique, c'est d'avoir fait ensemble de grandes choses dans le passé et de vouloir en faire encore dans l'avenir. Le droit des populations à décider de

leur sort est la seule solution aux difficultés de l'heure que peuvent rêver les sages. Les grands hommes qui en ce moment gouvernent les affaires des peuples n'ont pour de telles « naïvetés » que le dédain. »

Ils restent malheureusement d'une grande actualité. Nous avons donc une responsabilité décisive pour empêcher que la barbarie actuelle finisse comme a fini en 1914 le « dédain » des puissances impérialistes pour les conséquences de leur affrontement.

« Ce qui constitue une nation, ce n'est pas de parler la même langue ou d'appartenir au même groupe ethnographique, c'est d'avoir fait ensemble de grandes choses dans le passé et de vouloir en faire encore dans l'avenir. Le droit des populations à décider de leur sort est la seule solution aux difficultés de l'heure que peuvent rêver les sages. Les grands hommes qui en ce moment gouvernent les affaires des peuples n'ont pour de telles « naïvetés » que le dédain. »

E. Renan.

Kosovo... L'heure d'un premier bilan

par Bernard FISCHER.

Il s'agit du premier paradoxe de la guerre du Kosovo. Pendant cinquante ans, l'OTAN ne faisait jamais la guerre. La première guerre de l'OTAN intervient dix ans après la disparition des conditions les plus élémentaires de son existence. Pendant cinquante ans, la gauche et l'extrême gauche européennes manifestaient contre l'OTAN. Au début des années 1960, De Gaulle décidait la sortie de la France du commandement militaire de l'OTAN. En 1999, l'anti-otanisme n'a plus de sens. L'anti-otanisme primaire était l'avant garde de la révolution mondiale. Les anti-otaniens primaires sont aujourd'hui des dinosaures et des fossiles, les derniers survivants du vieux monde. Ils posent simplement une question extrêmement simple et



C'est l'heure d'un premier bilan de la guerre du Kosovo. C'est la guerre de tous les paradoxes. Le premier paradoxe, c'est le piège de l'OTAN et de ses bombardements aériens. L'une des premières conséquences des bombardements aériens américains contre la Serbie, c'est l'annulation des cérémonies du cinquantième anniversaire de la fondation de l'OTAN.

L'OTAN est une institution de la guerre froide. C'est une institution militaire de défense du monde libre européen par le parapluie nucléaire américain, dans le cadre de la perspective d'une guerre nucléaire entre les Etats Unis et l'Union Soviétique, dans le cadre d'une situation mondiale dont le point de départ est l'existence et le partage du monde entre deux super puissances. La chute du mur de Berlin et la dissolution de l'union soviétique entraînaient la disparition des conditions politiques et internationales de la naissance et de l'existence de l'OTAN.

totallement urgente, celle de la naissance sans délai d'une diplomatie et d'une défense européennes indépendantes.

Il en va de même de l'anti-américanisme primaire. Venons en d'abord à l'essentiel. Nous soutenons la lutte de libération nationale du peuple albanais du Kosovo car c'est une lutte de libération nationale. Nous la soutenons comme nous soutenions la lutte de libération nationale du peuple algérien et du peuple vietnamien.

L'anti-américanisme primaire n'a pas de place dans l'histoire de la deuxième guerre mondiale et de la libération de la France en 1944. Elle commence en juin 1944 par le débarquement terrestre américain en Normandie et en août 1944 par l'entrée des troupes américaines à Paris. La participation militaire des forces françaises libres est secondaire. L'action militaire du conseil national de la résistance est encore plus secondaire. Ni le parti communiste français, ni

LE FERMENT D'AUTRES GUERRES !...

par Amaury Couderc

Ce qui se passe aujourd'hui en ex-Yougoslavie ne peut être compris que si l'on accepte un retour en arrière, au moins jusqu'à la période récente où l'Allemagne réunifiée, pour étendre et défendre ses intérêts, reconnaissait prématurément la Croatie.

Dans un article de "Rassembler à Gauche" (n° 4 de janvier 93), j'expliquais qu'avec cette reconnaissance du démembrement de la Yougoslavie, un "nouveau" désordre international s'installait durablement au cœur de l'Europe : nous y sommes. Je concluais cet article en disant que le rôle des forces de progrès dans notre pays n'est pas de mettre de l'huile sur le feu, mais de favoriser toutes les solutions susceptibles d'arrêter la guerre qui se déroulait alors en Bosnie, par le dialogue et la diplomatie.

Aujourd'hui, avec le Kosovo, il en est de même. On n'arrêtera pas la guerre par la guerre. En août 92, le Président de la République François Mitterrand disait : "Il ne servira à rien d'ajouter la guerre à la guerre...". Dans cette région de l'Europe, les boute feu, comme Jospin et consort, favorables à la guerre devraient s'inspirer de celui qui les a fait rois.

Cette intervention militaire de l'OTAN, en déstabilisant un pays au cœur de l'Europe entraîne par voie de conséquence une horrible guerre civile avec son cortège de misères, exode de civils qui fuient autant devant la guerre que devant

les milices serbes. Les exactions des uns valent celles des autres et il ne saurait y avoir d'échelle des valeurs pour les qualifier.

En France, une presse servile et aux ordres se fait propagandiste d'un seul aspect des choses et prépare l'état d'esprit des français à une intervention terrestre pour disent-ils arrêter cet exode massif alors que ce sont les bombardements des villes serbes qui ont provoqué par voie de conséquence ces cortèges de réfugiés et justifié la présence massive de l'armée serbe au Kosovo pour défendre l'intégrité de son territoire.

Même si l'on condamne avec la dernière énergie les crimes et les viols, même si l'on demande la condamnation des assassins pour crime contre l'humanité, même si l'on dénonce les exactions des milices serbes et Milosévic lui-même, il n'en reste pas moins que l'intervention militaire de l'OTAN se fait à l'intérieur d'un état souverain aux frontières reconnues et que cette intervention n'a aucun fondement légal. C'est la loi du plus fort qui ouvre la porte à n'importe quelle intervention armée, il suffit pour cela de diaboliser le régime avec la complicité des médias, comme ce fut le cas avec Saddam Hussein et comme c'est le cas aujourd'hui avec Milosévic.

Comment peut-on être de gauche et justifier une guerre au seul fait qu'il faille rassembler dans un état, en l'occurrence le Kosovo, une partie des yougoslaves simplement parce qu'ils sont d'une origine ethnique et confessionnelle différente des autres

habitants de cet état ? Et encore sur ces mêmes bases, pourquoi ne pas sous-diviser le Kosovo lui-même pour garantir la "pureté" des quelques autres communautés qui vivent là ?

Parce que nous sommes des humanistes et des socialistes, nous sommes pour les états pluri-ethniques et multi-confessionnels. La division d'un état sur les seules bases ethniques ou confessionnelles exacerbent les nationalismes et seront demain le ferment d'autres guerres. L'occident n'est absolument pas à l'abri de ces dérives nationalistes exacerbées.

Je conclurai ce petit article avec la citation du compositeur Goran Brégovic natif de Sarajevo, citation que j'utilisais en 93 pour conclure un article sur la Bosnie... Écoutons plutôt Goran Brégovic :

"Sarajevo était comme Paris, un carrefour où chacun se mélangeait, s'enrichissait de l'autre. La culture était là. Serbes, croates, juifs, musulmans, tous vivaient là depuis toujours. Maintenant, ce n'est plus rien qu'un rêve détruit, et ils sont tous coupables. Moi, je serai avec celui qui va perdre... Maintenant l'occident parle d'intervention sans se rendre compte que ce serait la pire des choses qui soit, que cela poserait les bases de guerres futures. Ils pensent à EUX, pas à nous..."

Les politiques devraient plus souvent écouter les poètes...

Kosovo... L'heure d'un premier bilan (suite page 5)

aucune autre organisation politique française, à l'exception de l'extrême droite, et pour cause, ne proposait jamais aucune autre écriture de l'histoire de la libération de la France.

L'anti-américanisme primaire n'a pas de place dans l'histoire de la guerre du Vietnam. La défaite de l'impérialisme américain au Vietnam est d'abord et avant tout la victoire politique du mouvement anti-guerre du peuple et de la jeunesse américaine aux Etats Unis.

L'anti-américanisme primaire n'a pas de place dans l'histoire de la guerre d'Algérie. Si nous avions les moyens, nous offririons aux champions de l'anti-américanisme primaire une collection complète des quotidiens américains du temps de la guerre d'Algérie. Le soutien de Kennedy au front de libération nationale algérien les surprendrait. Cela n'empêchait pas la participation du parti communiste français et de la majorité de la gauche française au mouvement indépendantiste algérien.

Il y a donc un débat relatif aux bombardements aériens de l'OTAN contre la Serbie et à une éventuelle intervention terrestre occidentale au Kosovo. Ce débat n'est pas nouveau. C'est le débat et l'alternative de la guerre de Bosnie. A l'époque, des intellectuels occidentaux réclamaient déjà des bombardements aériens et/ou une intervention terrestre. A l'époque, les bosniaques demandaient seulement des armes. Encore une fois, l'histoire de la fin de la guerre de Bosnie en 1995 répondait à la question.

Aujourd'hui au Kosovo, nous prenons position pour une solution politique, et la seule solution politique, c'est l'indépendance du Kosovo, et pour des moyens militaires, c'est le soutien politique et militaire au peuple albanais du Kosovo, à son gouvernement provisoire et à son armée de libération nationale. En février 1993, dans un appel dont le titre était "*La Bosnie ne sera pas une nouvelle Palestine*", nous dénoncions déjà le faux débat entre atlantistes et pacifistes.

Des groupes français divers dont des groupes d'extrême droite font une campagne contre la guerre. Il y a un seul problème, nous ne parlons pas et nous ne voyons pas la même guerre. Ils parlent de la guerre de l'OTAN contre la Yougoslavie, nous parlons de la guerre du régime national stalinien de Milosevic contre le peuple albanais du Kosovo.

Le plan de déportation massive du peuple albanais du Kosovo a déjà et aura de plus en plus deux conséquences majeures. La première est la déstabilisation de trois nouveaux pays de la région, le Monténégro, la Macédoine et l'Albanie. La deuxième est encore plus simple et fondamentale. L'indépendance du Kosovo et la résolution de la question nationale albanaise étaient des perspectives théoriques et stratégiques à long terme. Ce sont aujourd'hui des perspectives immédiates.

Ami, entends-tu, le vol noir... des SKUD yankee sur nos têtes !

Par Robert DUGUET

Je réagis à l'article du camarade Fischer qui m'a profondément choqué. Dans l'histoire de notre génération politique, il y avait, du moins dans les années 1970-1980, des choses qui allaient de soi. Les Etats Unis étaient considérés comme le centre nerveux du capitalisme mondial et, à gauche, l'honnête homme était anti-impérialiste. L'effondrement des systèmes bureaucratiques et staliniens n'ont pas seulement été celui des dictatures. Pour des millions d'hommes la destruction des relations sociales nées de la révolution d'Octobre et de la vague révolutionnaire de l'après-guerre, signifie crûment le retour au capitalisme de Germinal et de la mafia. Concrètement la décomposition politique qui suit l'implosion de l'URSS et de ses satellites, a un effet tout à fait nocif sur la représentation politique de gauche. L'impérialisme américain serait devenu depuis une décennie, dans sa manière d'arbitrer les conflits mondiaux, une force qui quelque part serait progressiste. C'est finalement l'idée qui est sous-jacente dans cet article.

Je prends un seul exemple, mais il est de taille tant il repose sur des affirmations révisionnistes de l'histoire; il concerne la place de la politique américaine dans la seconde guerre mondiale. Je ne peux ni laisser dire que les forces françaises libres et de l'intérieur, le CNR, le PCF et ses réseaux militaires, ne pesaient de rien dans le rapport des forces mondiales, ni que la politique américaine dans la guerre était progressiste. Rappelons quelques éléments :

- Durant trois ans, sous couvert de pacifisme et de non-intervention, les industriels américains font des affaires avec la machine de guerre nazie, tandis que la diplomatie américaine soutient le gouvernement de Pétain.
- Lorsque le soutien au Maréchal n'est plus tenable après 1943, ils donnent dans le soutien à Giraud. On ne peut pas dire que le réseau sur lequel s'appuie Giraud, l'ORA (Organisation de Résistance de l'Armée), soit particulièrement progressiste. La rupture de Giraud avec De Gaulle se fait sur la question de l'ouverture du CNR et de l'organisation des FFI au mouvement ouvrier.
- En 1942 et 1943, leur seul souci en Afrique sera de mettre la main, de concert avec Churchill, sur les dépouilles coloniales de l'impérialisme français.
- Les choses changent très exactement au

- au moment de la bataille de Stalingrad (août 1943) véritable tournant militaire et politique de la guerre. La résistance, qui n'était alors qu'un mouvement de renseignements destiné à aider les forces alliées, prend avec le combat contre le STO les formes d'une guerre de partisans. Et contrairement à ce que dit le camarade Fischer, c'est une réaction de masse qui change les conditions politiques générales. Les classes dominantes, y compris De Gaulle, ont alors un seul souci, éviter que de l'effondrement de la machine de guerre nazie, ne se développent des situations de type révolutionnaire. L'intelligence politique du général De Gaulle, telle qu'elle apparaît de manière lumineuse dans les Mémoires de Guerre, part de cette nécessité impérieuse de composer avec le PCF, et d'abord en rencontrant Staline lui-même. Les classes dominantes avaient fait l'expérience de la Révolution d'Octobre, et de ses conséquences internationales, au moment du premier conflit mondial. Il fallait un contre-feu.
- L'intervention militaire des "alliés" (le mot refléurit depuis la guerre du Golfe), est d'abord dictée par la nécessité de régler la question de la relève politique en Europe occidentale : il faut éviter que les peuples ne se libèrent par eux-mêmes. En Yougoslavie, le mouvement franc-tireur pousse de fait les communistes de Tito au pouvoir. En Grèce, ce sont les troupes de Churchill qui écraseront une insurrection des partisans. En Italie et en France il faudra toute la puissance des partis staliniens (PCF et PCI), pour interdire la conquête du pouvoir...

Lorsque l'URSS s'est effondrée, de bons "socialistes" expliquaient que, finalement Léon Blum avait raison dans son célèbre discours du congrès de Tours. Compte tenu des problèmes auxquels était confrontée la direction bolchévique en 1921, compte tenu des difficultés économiques dramatiques de la jeune république soviétique, le dirigeant social-démocrate Blum, s'appuyait sur la bureaucratisation de l'Etat pour condamner la révolution d'Octobre. En 1917, la question posée n'était pas de s'interroger sur ce qu'allait devenir une révolution, mais de la soutenir.

A la Libération, la question n'était pas de trouver des vertus à la politique américaine, mais de soutenir les mouvements de libération qui pouvaient déboucher sur une prise de pouvoir de type réellement socialiste. De même aujourd'hui, la question qui est posée est celle de la condamnation inconditionnelle de l'intervention américaine. Je ne m'en remets pas à Clinton pour réaliser l'émancipation du peuple Kosovar. Parce que Clinton parle au nom d'un système économique pourri jusqu'à la moelle. Mes ennemis sont mes ennemis. Et il n'y a pas de pire politique que celle qui consiste à faire passer des ennemis pour des amis... Mais de ce point de vue, nous aurons devant nous,

Et il n'y a pas de pire politique que celle qui consiste à faire passer des ennemis pour des amis... Mais de ce point de vue, nous aurons devant nous, encore bien des lendemains qui déchanteront, car ces idées-là ont la peau dure. Et si le PCF n'a pas contesté la version que tu donnes, cher camarade Fischer, c'est en raison du fait qu'il était lié par les accords Staline-De Gaulle, c'est à dire qu'il avait renoncé au socialisme et à la prise du pouvoir.

RAG bientôt sur le WEB !

Notre bulletin "Rassembler à Gauche" sera bientôt consultable sur INTERNET, avec une possibilité de transmission de courrier ou d'articles en direct, par le courrier électronique.
La maquette est en très bonne voie !

"Rassembler à Gauche" est le lien entre tous ceux et celles qui font le choix de se rassembler pour rechercher une issue à la crise qui secoue aujourd'hui la gauche.

"Rassembler à Gauche" n'est pas une organisation politique formelle, c'est un lieu de débat et d'action ponctuelle. Il rassemble des hommes et des femmes impliqués dans différentes organisations traditionnellement de gauche, mouvements se réclamant de gauche, écologistes, inorganisés, tous favorables au rassemblement.

Les articles seront signés et n'engageront que leurs auteurs.

Ce bulletin n'a que ses lecteurs pour vivre... Si les discussions qui s'y mènent alimentent votre propre réflexion, n'oubliez pas...

Envoyez-nous un chèque de 100 frs